



ETABLISSEMENT PUBLIC DU MUSEE DU LOUVRE

DIRECTION DU SOUTIEN AUX COLLECTIONS (DSCO)

Service de la Conservation Préventive (SCP)

75058 Paris cedex 01

MARCHE PUBLIC DE SERVICES

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES

(C.C.P.)

2025-059M

**LOCATION, LIVRAISON, MONTAGE ET VERIFICATION
D'ECHAFAUDAGES, DE NACELLES ET DE PIRL**

Établi en application du Code de la commande publique

Le présent C.C.P. comporte pages (y compris la page de garde) numérotées de 1 à 31

SOMMAIRE

ARTICLE 1 - OBJET DU MARCHE	4
ARTICLE 2 – PRINCIPALES CARACTERISTIQUES	4
2.1- Mode de passation	4
2.2- Forme et montants du marché	4
2.3 - Variantes, options et PSE	5
2.4 - Découpage en tranches et en lots	5
2.5 – Durée du marché	5
2.6 – Pièces constitutives du marchés	5
2.7 – Responsabilité sociétale des organisations	6
ARTICLE 3 – DESCRIPTION DES PRESTATIONS ATTENDUES ET CONDITIONS D’EXECUTION	7
3.1 – <i>Fourniture et livraison du matériel</i>	7
a..... Description et état du matériel à fournir	7
b..... Modalités de livraison du matériel	7
3.2 – <i>Montage, suivi, modification et démontage des échafaudages montés sur site</i>	9
a..... <i>Détail des prestations attendues</i>	9
b..... <i>Modalités d’accès sur site et horaires d’intervention</i>	10
3.3 – Obligation de conseil et d’information	14
ARTICLE 4 - INTERVENANTS	14
4.1 - Conduite du marché	15
4.2 - Représentant(s) du titulaire	15
ARTICLE 5 – RESPONSABILITE, ASSURANCE	16
ARTICLE 6 - EMISSION ET ATTRIBUTION DES COMMANDES	17
6.1 – Emission des commandes	17
6.2- Substitution des produits	19
6.3 – Ajout de nouvelles références dans le BPU (dites « commandes spécifiques »)	19
6.4 – Défaillance du titulaire	19
ARTICLE 7 - PENALITES	20
ARTICLE 8 – OPERATION DE VERIFICATION ET ADMISSION DES PRESTATIONS	22
8.1 - Décision après vérification – Réception	22
a..... <i>Décision d’admission avec ou sans réfaction</i>	22
ARTICLE 9 - AVANCE - PRIX – VARIATIONS DES PRIX	23
9.1 - Contenu des prix	23
9.2 - Régime des prix	23

9.3 - Promotions	24
9.4 - Avance	24
ARTICLE 10 - MODALITES DE FACTURATION ET DE PAIEMENT	25
10.1 – Echancier de paiement	25
10.2 - Etablissement des factures	25
10.3 –Délai de paiement et intérêts moratoires	26
ARTICLE 11 – SOUS TRAITANCE	27
ARTICLE 12 - CESSION OU NANTISSEMENT	27
ARTICLE 13 - CONFIDENTIALITE – ACTIONS DE COMMUNICATION	28
13.1 - Clause de confidentialité	28
13.2 - Actions de communication	28
13.3 – Protection des données à caractère personnel	30
ARTICLE 14 – RESILATION ET EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE	31
ARTICLE 15 - DIFFERENDS ET LITIGES	32
ARTICLE 16 - DEROGATION AUX DOCUMENTS GENERAUX (CCAG-FCS 2021)	32

ARTICLE 1 - OBJET DU MARCHÉ

Le présent marché a pour objet des **prestations de location d'échafaudages, de nacelles et de PIRL pour les salles de l'Etablissement public du musée du Louvre (ci-après l'« EPML »)**. Le Titulaire du marché doit également assurer les **prestations de montage, démontage et modification des matériels loués**.

Dans le cadre des opérations d'entretien des collections dans les salles d'exposition permanente du Musée du Louvre et du musée Eugène Delacroix menées par le Service de la Conservation Préventive (ci-après « **SCP** ») : dépoussiérage, constat d'état des œuvres exposées, ainsi que d'éventuelles interventions de conservation-restauration (consolidations d'urgence), l'EPML souhaite louer des échafaudages et des PIRL.

Le SCP programme majoritairement deux types d'opérations d'entretien des collections :

- Des opérations d'une journée (généralement le mardi) ou de deux journées (souvent lundi et mardi ou mardi et mercredi) pour réaliser l'entretien des œuvres et/ou décors d'un secteur ou une étude préalable. Ces opérations sont programmées en début d'année mais peuvent être modifiées en cours d'année (pour cause de travaux ou événements dans les salles par exemple)
- Une fois par an des opérations de plus grande échelle durant plusieurs mois (entretien des décors). Pour ces opérations le titulaire devra participer aux réunions de chantier avec différents services et prestataires du Louvre, pendant la phase préparatoire des opérations mais aussi régulièrement tout au long du chantier.

A titre d'exemple, le calendrier des opérations programmées en 2025 est présenté en annexe 1 ainsi que les secteurs concernés par le marché « entretien des collections permanentes » et sur lesquels le Titulaire sera amené à intervenir.

D'autres directions et services de l'EPML pourront être amené à utiliser le présent marché pour des interventions à l'intérieur du musée : opération de conservation-restauration ou travaux à proximité des collections. Ces opérations seront programmées directement avec les directions et services concernées.

Les prestations attendues dans le cadre du présent marché sont détaillées au présent Cahier des Clauses Particulières.

ARTICLE 2 – PRINCIPALES CARACTERISTIQUES

2.1- Mode de passation

Le marché est passé selon une procédure **d'appel d'offre ouvert** en application des articles L. 2124-2, R.2124-2 1° et R.2161-2 à R.2161-14 du Code de la commande publique.

2.2- Forme et montants du marché

Le marché prend la forme d'un accord-cadre mono-attributaire à bons de commande, sans montant minimum et avec un montant maximum, au sens des articles L. 2125-1 et suivants et R. 2162-1 à R.2162-14 du Code de la commande publique.

Le montant maximum de commande sur une durée de 12 mois à compter de sa date de notification, est le suivant : **400 000 € HT par période de douze (12) mois**.

A titre indicatif, sur les quatre années précédentes, les consommations annuelles ont été les suivantes :

CCP – LOCATION, LIVRAISON, MONTAGE ET VERIFICATION D'ECHAFAUDAGES, DE NACELLES ET DE PIRL

2021	106 541,00 €
2022	106 621,00 €
2023	140 086,00 €
2024	204 486,00 €

Le besoin de l'EPML semble être constant ces dernières années, toutefois les travaux qui vont débuter avec le « Louvre nouvelle renaissance » pourront modifier les besoins de l'EPML.

Cependant ces consommations et informations sont données à titre indicatif et ne sauraient engager l'EPML sur un volume de commande pour le présent marché.

2.3 - Variantes, options et PSE

Les variantes ne sont pas autorisées.

Le marché ne comporte pas d'options, ni de prestations supplémentaires éventuelles (PSE).

2.4 - Découpage en tranches et en lots

Le marché n'est pas décomposé en tranches.

Conformément aux articles L. 2113-10, L. 2113-11, R. 2113-2 et R. 2113-3 du Code de la commande publique, le marché n'est pas décomposé en lots. En effet, les prestations du marché constituent un ensemble cohérent qui ne comporte pas de prestations qui pourraient être définies comme distinctes.

2.5 – Durée du marché

Le marché prend effet à compter de sa date de notification pour une durée de douze (12) mois.

Il est ensuite reconductible trois fois par période de douze (12) mois, par décision tacite de la personne représentant le pouvoir adjudicateur, sans que sa durée totale ne puisse excéder quarante-huit (48) mois.

Les bons de commande pourront être adressés jusqu'au dernier jour de validité du marché pour une durée d'exécution fixée à trois mois au plus tard après cette date limite de validité.

2.6 – Pièces constitutives du marchés

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG/FCS, les pièces contractuelles du présent marché (dans la version résultant des dernières modifications éventuelles, opérées par avenant) sont les suivantes, énumérées par ordre de priorité décroissante :

- L'Acte d'Engagement (A.E.) et son annexe, le Bordereau des Prix Unitaires (BPU)
- Le présent Cahier des Clauses Particulières (CCP) et son annexe :
- *Annexe 1 : Calendrier entretien 2025 et calendrier par secteur*
- **Le Cahier des Clauses Administratives Générales** applicables aux marchés publics de Fournitures Courantes et de Services (C.C.A.G. / F.C.S), approuvé par arrêté du 31 mars 2021, sauf dérogations énumérées au titre du dernier article du présent document ;
- Le règlement de sécurité contre l'incendie dans les établissements recevant du public* ;
- L'ensemble des textes législatifs et réglementaires* qui s'applique au présent marché ;

- L'offre technique du titulaire dans la mesure où celle-ci n'est pas contradictoire avec les dispositions prévues dans les autres documents contractuels.

*Les documents applicables sont ceux en vigueur à la date d'établissement de l'offre par le titulaire.

Seuls les originaux de ces documents conservés dans les archives du pouvoir adjudicateur font foi.

Le présent marché, constitué des documents contractuels définis ci-dessus, exprime l'intégralité des obligations des parties.

Nota : En cas de contradiction, d'incompatibilités ou de divergences d'interprétation entre les différentes pièces constitutives du marché, celles-ci prévalent dans l'ordre où elles sont énumérées ci-dessus.

En cas de contradiction ou de différence entre pièces constitutives, cet ordre servira à déterminer la clause qui s'impose aux parties. En cas de contradiction au sein d'un même document, la volonté des parties sera recherchée.

Le titulaire ne pourra se prévaloir, dans l'exercice de sa mission, d'une quelconque ignorance des lois, décrets, arrêtés, règlements, circulaires, tous textes administratifs européens, nationaux ou locaux applicables dans le cadre de l'exécution du présent marché et, d'une manière générale, de tout texte ou de toute réglementation intéressant son activité pour autant que ces textes soient d'ordre public ou qu'ils suppléent au silence des autres pièces contractuelles.

Par dérogation à l'article 4.2.1 du CCAG/FCS, la notification du présent marché ne comprend qu'une copie de l'acte d'engagement et de ses éventuelles annexes.

Le titulaire s'engage en outre à une exécution des prestations dans le complet respect des règles de l'art.

2.7 – Responsabilité sociétale des organisations

Considérant,

- ✓ La circulaire du Premier ministre du 25 février 2020 relative aux services publics écoresponsables. Notamment la mesure 20 : Développement d'une stratégie de réduction de l'empreinte carbone du numérique public, comprenant notamment la sensibilisation des agents aux écogestes numériques et l'achat de matériel reconditionné.
- ✓ La loi du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte (www.legifrance.gouv.fr)
- ✓ Loi EGALIM - (loi pour l'équilibre des relations commerciales dans le secteur agricole et alimentaire et une alimentation saine, durable et accessible à tous) qui fait suite aux états généraux de l'alimentation.
- ✓ Loi AGECL - Lutte contre le gaspillage et économie circulaire
- ✓ Loi Climat et Résilience - lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets
- ✓ Le Dispositif Eco Efficacité Tertiaire (DEET) issu du décret n°2019-771 du 23 juillet 2019, dit "décret tertiaire", impose une réduction des consommations énergétiques progressive pour les bâtiments tertiaires,

Le musée du Louvre souhaite promouvoir un développement durable et responsable de ses activités et appliquer ces mêmes principes auprès de l'ensemble de ses prestataires, titulaires de marchés.

L'attention du titulaire est en conséquence attirée sur :

- Le nécessaire respect des obligations environnementales et prescriptions du code de l'environnement français et notamment celles relatives à la gestion des déchets (traitement, valorisation...),
- L'importance de limiter les rejets et d'utiliser des technologies sûres, respectueuses de l'environnement et économes en énergies,
- L'attachement du musée du Louvre aux moyens et politiques qui favorisent le développement durable dans les prestations réalisées à son intention ainsi que dans les processus globaux,
- Le rôle essentiel d'une prise en considération de sa responsabilité sociétale par le biais d'actions d'un impact positif sur le territoire et les populations (économie sociale et solidaire, développement local...) et par la gestion responsable et durable de ses ressources humaines (promotion du handicap, de la diversité, du bien-être au travail...) sûres, respectueuses de l'environnement et économes en énergies,

- L'attachement du musée du Louvre aux moyens et politiques qui favorisent le développement durable dans les prestations réalisées à son intention ainsi que dans les processus globaux,
- Le rôle essentiel d'une prise en considération de sa responsabilité sociétale par le biais d'actions d'un impact positif sur le territoire et les populations (économie sociale et solidaire, développement local...) et par la gestion responsable et durable de ses ressources humaines (promotion du handicap, de la diversité, du bien-être au travail...)

ARTICLE 3 – DESCRIPTION DES PRESTATIONS ATTENDUES ET CONDITIONS D'EXECUTION

Dans le cadre du présent marché, il est attendu du Titulaire qu'il assure notamment les prestations suivantes :

- Fourniture et livraison du matériel dans les espaces du musée du Louvre,
- Montage des échafaudages et assistance aux restaurateurs pour le déplacement des échafaudages,
- Suivi des échafaudages notamment assurer les conditions de sécurité nécessaires à leur utilisation,
- Démontage et repli du matériel.

Les attendues de chaque prestation sont détaillés ci-dessous.

3.1 – Fourniture et livraison du matériel

a. Description et état du matériel à fournir

Les spécifications techniques du matériel à fournir par le Titulaire figurent dans le bordereau des prix unitaires.

L'ensemble du matériel livré par le Titulaire doit être propre et en parfait état de fonctionnement. Il doit également être certifié (production d'un certificat de conformité par le titulaire) et vérifié conformément au décret n°2004-924 du 1 septembre 2004, consultable à l'adresse suivante:

[https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000000256240&categorieLien=id.\)](https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000000256240&categorieLien=id.)

Les échafaudages utilisés dans le musée ne devront pas avoir été utilisés en extérieur ou pour des travaux salissants.

Dans le cas contraire, le musée du Louvre se réserve le droit de demander au Titulaire de reprendre le matériel livré. Le titulaire est alors tenu de fournir, sans rémunération supplémentaire, de nouveaux équipements en état de parfait fonctionnement. Par ailleurs, l'EPML se réserve la possibilité d'appliquer les pénalités prévues à l'article 7 du CCP.

b. Modalités de livraison du matériel

b.1. Délais de livraison

Le Titulaire s'engage à respecter les dates et délais de livraison mentionnés figurant au bon de commande émis par le musée du Louvre. Par dérogation à l'article 13.1.2 du CCAG-FCS, le délai court à compter de l'envoi du bon de commande par voie électronique.

Ces délais sont contractuels, leur non-respect fait courir les pénalités définies à l'article 7 du présent CCP.

Ces délais sont communiqués au titulaire, sauf imprévues et urgences, lors de la demande de devis, au minimum sept (7) jours calendaires avant la date imposée.

En cas de modification d'une date de livraison du fait du musée du Louvre, le représentant du pouvoir adjudicateur transmettra la nouvelle date limite de livraison, sans contrepartie financière.

b.2. Conditions de livraison, de transport et d'emballage

La livraison, l'acheminement et le déchargement du matériel fourni par le titulaire seront à la charge exclusive de celui-ci. Cela signifie entre autres qu'il devra prévoir l'équipement adéquat pour décharger son matériel de façon autonome au niveau du sol (absence de quai, de manutentionnaires et d'engins de levage à disposition sur place). Le temps d'acheminement peut varier en fonction de l'accès et de la zone concernée.

La livraison se fera impérativement avec un véhicule léger (pas de semi-remorque).

Les échafaudages seront livrés « en vrac » (pas de livraison sur palettes). Dans la mesure du possible nous éviterons les ruptures de charge pour l'acheminement du matériel, mais l'accès à certains secteurs se fait par des escaliers.

Le matériel du Titulaire devra être reconnaissable (étiquettes, labels permettant d'identifier l'appartenance du matériel au titulaire).

Conformément à l'article 20.3 du CCAG-FCS, **les risques afférents au transport jusqu'au lieu de destination ainsi que les opérations de conditionnement et de chargement incombent au titulaire.**

Le titulaire devra prévenir par mail le représentant du musée du Louvre, en charge de la commande, **au moins 72 heures à l'avance de son souhait de venir livrer du matériel et d'intervenir au musée du Louvre**, afin que ce dernier fasse la demande d'accès en conséquence auprès des personnes compétentes.

Dans son courrier électronique, le titulaire devra préciser le nom de la ou des personnes assurant la livraison, le numéro d'immatriculation du véhicule, la date et le créneau horaire de stationnement envisagés, l'heure d'arrivée au musée (et éventuellement de départ en cas d'intervention sur site prolongée).

Le stationnement du véhicule livraison ne pourra excéder la durée de la livraison. Aucune place de parking ne pourra être mise à disposition du titulaire y compris en cas d'intervention de celui-ci au musée.

b.3. Lieux de livraison

Le Titulaire pourra être amené à livrer du matériel dans l'ensemble des espaces de l'EPML situés à Paris, y compris au Musée national Eugène Delacroix.

Les adresses précises de livraison au musée du Louvre ou au musée Delacroix sont communiquées sur les bons de commandes et/ou demandes de devis.

Il est à noter que les accès au Musée du Louvre sont multiples. Les accès principaux feront l'objet d'une présentation particulière au moment de l'aller-voir.

Dès à présent, le Titulaire est informé que les accès les plus fréquents pour le musée du Louvre sont :

- Cour carrée
- Cour Napoléon
- Porte des lions
- Aire de livraison : dans le cas d'une livraison par l'aire de livraison, il sera demandé au Titulaire de livrer la veille de l'opération d'entretien des collections. Les caristes du musée du Louvre achemineront les échafaudages jusqu'au monte-charge choisi. Le déchargement du matériel sur les remorques fournies par l'EPML sera à la charge du candidat. Le matériel pourra aussi être déposé sur chariots à ridelles (non mis à disposition). La reprise du matériel s'effectuera le lendemain du jour de l'opération (même dispositif que pour la livraison)
- Aire de livraison du carrousel

Exceptionnellement, des livraisons à d'autres adresses pourront être demandées.

Dans le cas d'une livraison sur un site ne se trouvant pas en région parisienne, un devis préalable sera demandé au titulaire pour chiffrer l'éventuel surcoût lié au transport sur ce site.

a. Détail des prestations attendues

Il est attendu du Titulaire dans le cadre de ce marché, la mise en place des échafaudages et autres matériels sur les sites indiqués par l'EPML que ces-derniers se trouvent au musée du Louvre ou au Musée national Eugène Delacroix.

Le titulaire devra impérativement assurer la protection des sols avant l'acheminement et le montage de son matériel.

Le titulaire pourra être amené à fournir des plaques de répartition en fonction de la charge admissible des espaces concernés. Cette information sera transmise au titulaire au moment de la demande de devis.

L'acheminement de l'échafaudage dans le musée se fait par des escaliers ou par des monte-charges ou ascenseurs.

Le montage, les modifications et le démontage des échafaudages devront être assurés par les concepteurs et monteur faisant partie des équipes du Titulaire. Conformément à l'article R.4323-69 du Code du Travail¹, ces-derniers devront avoir bénéficié d'une formation spécifique avec attestation de compétence. Le Titulaire devra lors du dépôt de sa candidature, fournir les attestations de formation du personnel intervenant (attestation de formation relative à la recommandation R408 de la CNAM ou justificatifs des éléments de référence qui ont permis d'apprécier la compétence des personnes concernées), et les tenir pendant toute la durée du marché à jour et sur demande de l'EPML, à sa disposition.

Par ailleurs, le Titulaire et ses équipes devront se conformer à l'ensemble des prescriptions posées par le Code du travail, notamment les articles R.423-70 à 80² portant sur la formation des équipes et la sécurité des installations.

Ainsi, les opérations de montage, modification et démontage des échafaudages seront effectuées en tenant compte des éléments suivants :

- Par du personnel formé à cette fin et intervenant sous la direction d'une personne compétente.
- Dans des conditions sûres (plan de montage, notice du fabricant).
- À partir de constituants en bon état et compatibles entre eux.
- Lorsqu'un échafaudage est installé, il convient d'assurer :
 - o Sa stabilité en cours d'utilisation et sa résistance aux contraintes pour lesquelles il est prévu ;
 - o La prévention du risque de chute de hauteur ;
 - o Des conditions de travail, de circulation et d'accès sûrs ;
 - o La prévention des risques en cours de montage, démontage, transformation au travers des mesures spécifiques pour les personnes chargées de ces opérations à contraintes élevées ainsi que pour les tiers ;
 - o La sécurité des œuvres et de leur environnement. En aucun cas les œuvres, les sols et les murs ne doivent être endommagés par le montage/démontage et la circulation des équipements. L'entreprise doit prendre à sa charge toutes les précautions nécessaires.

Cette liste n'est pas exhaustive.

¹ Consultable sous ce lien : https://www.legifrance.gouv.fr/codes/article_lc/LEGIARTI000018531367

² Consultable sous ce lien : https://www.legifrance.gouv.fr/codes/section_lc/LEGITEXT000006072050/LEGISCTA000018489888/#LEGISCTA000018531369

Conformément à son obligation de conseil, le titulaire a par ailleurs l'obligation d'informer l'EPML de toutes nouvelles dispositions d'ordre législative et réglementaire susceptibles de concerner chaque élément entrant dans le périmètre des installations et des missions incluses au marché, y compris les modifications portant sur les obligations de sécurité, de formation des équipes...

Le titulaire ne pourra se prévaloir dans l'exercice de sa mission d'une quelconque ignorance de ces textes européens et/ou nationaux et d'une manière générale, de tout texte et de toute la réglementation intéressant son activité pour l'exécution du présent marché.

Par ailleurs, la garantie s'applique aux prestations et aux matériels, équipements et éléments d'équipements remplacés ou installés par le titulaire à compter de la date de notification de la décision d'admission conformément à l'article 32 du CCAG-FCS.

Il n'est pas appliqué de retenue de garantie dans le cadre du présent marché.

A la fin de l'intervention, le Titulaire doit assurer dans le respect des consignes de sécurité, le démontage de ses installations et le nettoyage de son espace de travail. La sortie du matériel et des déchets est à la charge exclusive du Titulaire (hormis sortie par l'aire de livraison, qui peut entraîner l'intervention des caristes du musée).

Pour toutes les interventions pour l'entretien des collections, le titulaire devra travailler étroitement avec les mandataires du marché entretien des collections (restauratrices d'œuvres d'arts). Avant chaque intervention, ils définiront ensemble les moyen d'élévation nécessaires en fonction du type de collection et des équipes dédiées. Les coordonnées des Titulaires des marché entretien seront transmis au Titulaire du présent marché au jour de la notification.

La majorité des opérations nécessitant l'intervention du titulaire se réalisent le mardi, jour de fermeture du musée. Pour les mardis durant lesquels le titulaire intervient, il est impératif que celui-ci soit entièrement disponible sur la journée, car il doit accompagner les restaurateurs au déplacement des échafaudages.

b. Modalités d'accès sur site et horaires d'intervention

b.1. Badges d'accès

Pour des raisons de sécurité, le Titulaire et son personnel sont tenus à une obligation de discrétion accentuée concernant la procédure de contrôle des entrées, interdisant d'en divulguer les modalités à l'extérieur du musée.

Cette procédure, qui varie selon les espaces et qui peut évoluer dans le temps, devra être scrupuleusement respectée par le titulaire. L'accès sera refusé à toute personne ne respectant pas la procédure et/ou ne pouvant satisfaire à un contrôle d'identité.

Chaque personnel est tenu de justifier de sa présence ou de son absence par identification individuelle d'entrée et de sortie du site. La direction en charge de l'exécution du marché délivre et précise les conditions d'utilisation des badges, laissez-passer ou passes nécessaires pour la circulation du personnel.

La perte de tout identifiant permettant l'entrée au musée doit être signalée immédiatement à la personne chargée de la conduite du marché, laquelle peut d'autre part exiger la remise immédiate des badges, laissez-passer ou passes confiés.

Le non-respect de ces mesures peut entraîner la résiliation du marché conformément à l'article 14 du présent CCP.

Dès la notification du marché, en cas de prestations effectuées par une équipe constituée de façon permanente, ou 72 heures avant chaque intervention sur site pour des prestations spécifiques, le titulaire fournit à la personne chargée de la conduite du marché la liste nominative du personnel affecté à son exécution accompagnée de la copie d'un justificatif d'identité en cours de validité.

Cette liste, dont copie est transmise à la Direction de l'Accueil du Public et de la Surveillance, indique l'affectation, la qualité et le statut professionnel du personnel. Les intervenants au titre du présent marché doivent être impérativement agréés par le musée du Louvre avant toute intervention sur le site du musée.

Le Titulaire est informé que l'Etablissement public du musée du Louvre est susceptible de faire des contrôles des personnes intervenant sur le site du musée du Louvre, notamment le contrôle du casier judiciaire. Si le contrôle faisait apparaître des éléments incompatibles avec un travail sur son site, l'Etablissement public du musée du Louvre pourrait être amené à ne pas agréer l'employé ou à demander son remplacement, même après agrément.

Sur la base de la liste nominative fournie par le titulaire, les laissez-passer, badges ou passes nécessaires lui sont fournis pour la circulation de son personnel. Le port du badge d'identification, de façon ostensible et permanente, est obligatoire. Aucune dérogation à cette règle n'est possible. En particulier, l'uniforme éventuellement porté par le personnel ne dispense pas de s'y conformer. L'inapplication des règles relatives au port du badge est susceptible d'entraîner une demande de retrait d'agrément.

Le badge doit être porté de façon visible et lisible, dans toute l'enceinte du musée du Louvre et pendant le temps complet de la présence sur le site, y compris pendant les pauses. Il est interdit de prêter ce badge rigoureusement personnel à qui que ce soit.

Les badges attribués ne peuvent être modifiés sans qu'une demande motivée soit adressée par le représentant du titulaire à la personne chargée de la conduite du marché qui transmettra cette demande à la Direction de l'Accueil du Public et de la Surveillance.

Les personnels de la société prestataire de service de surveillance et les équipes d'intervention du musée sont habilités à empêcher l'accès au chantier des personnes ne se conformant pas aux règles précitées. De même, les agents de l'unité d'accès et de contrôle peuvent refuser l'accès à toute personne ne portant pas son badge et ce jusqu'à régularisation de la situation.

En conséquence, toutes remarques désobligeantes adressées aux agents chargés de rappeler les règles d'accès et de sécurité pourront valablement motiver un retrait de l'agrément des personnels concernés.

Dès lors qu'un membre du personnel du titulaire n'est plus affecté à l'exécution des prestations du présent marché sur le site, son badge doit immédiatement être restitué à la personne chargée de la conduite du marché.

b.2. Accès et horaires sur site au musée du Louvre

Les accès au site pour le Titulaire et ses équipes, qui n'accèdent pas par l'aire de livraison au musée, se fait soit par l'entrée de service de l'Oratoire, situé face au 166 rue de Rivoli, soit par le 101 rue de Rivoli.

Le badge d'identification (dont les modalités d'obtention sont détaillées ci-dessus) doit être présenté dès l'accès à ces entrées.

Pour information, le Titulaire pourra accéder au musée du Louvre selon les horaires suivants :

- **Horaires accès Oratoire :**
 - o De 06h00 à 20h00 les lundis, mardis, jeudis,

- De 06h00 à 22h00 les mercredis et vendredis,
 - De 06h00 à 18h30 les samedis et dimanches non fériés,
 - De 06h00 à 20h00 les samedis et dimanches fériés.
- **Horaires accès 101 Rivoli :**
- De 07h30 à 19h45 du lundi au vendredi.

L'horaire d'arrivée du Titulaire et ses équipes devra toujours être communiquée à la personne en charge de la commande dans un délai minimum de 72 heures avant le jour d'intervention, y compris pour les personnes disposant de badges.

Pour le musée national Eugène Delacroix, les accès et horaires sont précisés au Titulaire lors de la commande par le musée du Louvre.

Exemple non-contractuel d'une journée type sur site : Livraison 8h45, acheminement 8h45-9h15, montage 9h15-9h45- Assistance aux restaurateurs dans la journée (déplacement et/ou modification d'échafaudages) démontage 16h30, acheminement retour 16h30-17h15 (ces données sont données à titre indicatif et sont variables selon le lieu des opérations).

La ponctualité est un point essentiel pour la bonne exécution des opérations. Tout retard de livraison entraînera des pénalités dans les conditions prévues à l'article 7 du présent CCP.

Tout retard de livraison peut conduire à l'annulation d'une journée d'entretien pour laquelle le musée peut mobiliser entre 5 et 20 personnes, dont la majorité sont des restaurateurs extérieurs agissant en tant que prestataire payés par le musée pour ses nous avons sollicité entre 5 et 20 personnes (prestataires extérieurs).

Le Titulaire s'engage à faire respecter auprès de son personnel les règlements intérieurs et de sécurité propre au site.

c. Contraintes muséographiques

Les contraintes liées à l'environnement muséographique sont importantes et ne doivent pas être négligées.

Le Titulaire ne peut pas accéder librement aux espaces pour lesquels l'accès s'effectue par les zones muséographiques à toute heure (locaux techniques, cimaises, voutains...). Les accès aux espaces muséographiques sont régis par des droits d'accès dépendant des heures. Par exemple, la nuit, les accès aux espaces muséographiques ne sont accessibles que si le titulaire est accompagné.

Le Titulaire ne sera en aucun cas autorisé à toucher ou manipuler une œuvre. Si une intervention de maintenance nécessite le déplacement d'une œuvre, celui-ci doit être autorisé par le conservateur, programmé avec le service concerné, et effectué par du personnel formé et habilité du Musée du Louvre. Là encore, la planification est à la charge du titulaire. Il devra procéder aux demandes de rendez-vous auprès du ou des départements concernés ; le cas échéant, un soutien pourra lui être apporté par le représentant du Musée du Louvre.

Le Musée du Louvre est un établissement mondialement connu et recevant 9 millions de visiteurs par an. La fermeture d'une salle en vue de réaliser des prestations de maintenance ne peut être justifiée que pour une raison impérieuse de sécurité ou exceptionnelle qui devra faire l'objet d'un accord préalable de l'EPML.

Le mardi, « jour de fermeture du musée » au grand public, n'est pas réellement sans public (tournages, photographes, déplacements d'œuvres, etc...). Le mardi est cependant le jour où peuvent se programmer les opérations de maintenance les plus lourdes en zones muséographiques.

Le travail dans l'environnement direct des œuvres (salles muséographiques, ateliers de restauration ou réserves) ne peut être effectué sans l'accord et la présence d'une personne représentant les Conservations ou de la Direction de l'accueil du public et de la surveillance.

d. Plan de prévention

Les prescriptions relatives à l'hygiène et à la sécurité sont appliquées conformément au décret n°92-158 du 20 février 1992 complétant le Code du travail et fixant les prescriptions particulières d'hygiène et de sécurité applicables aux travaux effectués dans un établissement par une entreprise extérieure.

Un plan de prévention sera établi entre le Musée du Louvre et l'entreprise prestataire.

Dans ce cadre, il sera procédé à une inspection commune des lieux d'intervention et des matériels. Au vu des éléments recueillis au cours de cette inspection, une analyse des risques sera effectuée en commun. Un plan de prévention établi par écrit sera arrêté, avant le commencement de la prestation. Ce plan de prévention revêt un caractère obligatoire conformément à la réglementation en vigueur.

Il devra comporter :

- la définition des phases d'activités dangereuses et des moyens de prévention spécifiques correspondants,
- l'adaptation des matériels et dispositifs à la nature des opérations à effectuer,
- les instructions à donner aux salariés,
- l'organisation mise en place pour assurer les premiers secours en cas d'urgence par l'établissement,
- les conditions de la participation éventuelle du personnel du prestataire aux travaux réalisés par une autre en vue d'assurer la coordination nécessaire au maintien de la sécurité et, notamment, de l'organisation du commandement.

Le Titulaire doit mettre en œuvre les mesures prévues par le plan de prévention.

Le Titulaire est tenu de prendre toutes dispositions afin d'assurer la sécurité des biens, l'hygiène, la sécurité des travailleurs et la sécurité publique, et de se soumettre à toutes les obligations mises à sa charge par les lois et décrets en vigueur, ainsi que celles qui sont prescrites dans ces mêmes domaines par le règlement intérieur de l'établissement.

Le Titulaire s'engage à :

- Fournir le plus tôt possible la liste de ses sous-traitants et faire parvenir aux représentants du Musée du Louvre leur plan de prévention spécifique à la nature des travaux confiés afin de permettre :
 - l'harmonisation de leurs différents plans de prévention,
 - la formation du personnel de chaque sous-traitant,
 - la préparation à l'inspection préalable du démarrage des prestations et de l'établissement du Plan de Prévention Commun.
- Dispenser aux salariés qu'il affecte à l'exécution des prestations, la formation nécessaire à assurer leur sécurité en prenant notamment en compte les dangers spécifiques auxquels ils sont exposés, tant pour les risques liés à la présence de plusieurs entreprises, que pour ceux résultants de l'activité tels que définis dans le plan de prévention et ses additifs, notamment en ce qui concerne :
 - les alarmes de sécurité,
 - le travail en hauteur,
 - l'encombrement de passages,
 - les zones interdites,

- l'utilisation des prises de courant destinées au raccordement des outils,
- l'utilisation des chaussures de sécurité et/ou isolantes quand cela est nécessaire,
- la demande de « permis feu/poussière » et autorisations nécessaires en fonction du type de travaux effectués.

Les attestations des habilitations réglementaires (travaux en hauteur/toiture, etc.) du personnel du Titulaire seront enregistrées par le « Service de Prévention et de Sécurité Incendie » (S.P.S.I.) pour les travaux en hauteur et/ou les « Permis Feu » au moment de la mise en place du Plan.

Il est précisé que le Musée du Louvre ne fournira aucun équipement permettant la surveillance des travailleurs isolés et ne peut aucunement être tenu pour responsable d'une non-transmission de l'alerte dans le cas où ses infrastructures (téléphonie fixe, radiocommunication, etc...) seraient utilisées à cette fin.

Le Titulaire est responsable de la prise en compte et de l'application de ces prescriptions.

3.3 – Obligation de conseil et d'information

De manière générale, le Titulaire doit informer le Musée du Louvre de tous les problèmes qu'il rencontre pour assurer sa prestation.

Le Titulaire doit, en tout état de cause, signaler au Musée du Louvre, dès qu'il a été normalement en mesure de les déceler, les incidents prévisibles, susceptibles d'affecter la sécurité des personnes, des biens ou des informations, et lui indiquer les conséquences qui pourraient en résulter dans le cas où il n'y serait pas porté remède.

Si les installations mises à disposition du Titulaire venaient à ne plus être conformes à la réglementation, le Titulaire est tenu d'en informer par écrit et sans délai les représentants du Musée du Louvre. Il appartient aux représentants du Musée du Louvre de prendre aussitôt les dispositions nécessaires en vue de leur mise en conformité.

Le Titulaire doit assister aux représentants du Musée du Louvre soit :

- par téléphone pour tout complément d'information,
- lors des réunions provoquées par les représentants du Musée du Louvre si nécessaire,
- en transmettant aux représentants du Musée du Louvre les nouveaux textes réglementaires relatifs à ses prestations, accompagnés éventuellement d'une note expliquant l'influence de ces textes sur son activité.

En aucun cas, les précédentes dispositions relatives à l'obligation de conseil ne dispensent le Titulaire d'assurer les prestations définies au marché.

Le Titulaire est tenu de vérifier les indications portées sur les documents qui lui sont communiqués et de signaler dans l'état actuel connu des connaissances et de la technique toute anomalie, non-concordance et autres qui lui appartiendraient sous peine d'en subir seul et de convention expresse toutes les conséquences.

Le Titulaire est tenu de s'informer sur les répercussions directes des fournitures ou prestations autres que les siennes et de fournir les renseignements relatifs aux répercussions directes de ses prestations sur les autres. Il est responsable de tout retard apporté à ces informations.

Le Titulaire doit demander aux représentants du Musée du Louvre tous les renseignements que celui-ci peut détenir et qu'il estime utiles et nécessaires à tous les stades de l'exécution du marché.

Le Titulaire doit attirer l'attention par écrit aux représentants du Musée du Louvre sur les inconvénients qui peuvent résulter des ordres reçus, sur les vices ou les malfaçons que ceux-ci peuvent entraîner, soit pour ses propres prestations, soit pour des tiers.

ARTICLE 4 - INTERVENANTS

*CCP – LOCATION, LIVRAISON, MONTAGE ET VERIFICATION D'ECHAFAUDAGES, DE
NACELLES ET DE PIRL*

4.1 - Conduite du marché

Les prestations, objet du présent marché, sont exécutées pour l'Etablissement Public du Musée du Louvre (ci-après « l'EPML », « le musée du Louvre, ou « le pouvoir adjudicateur »).

La conduite du marché est assurée par la Direction du Soutien aux Collections (DSCO) du musée.

Dès la notification du marché, sera communiqué par voie électronique (mail) au titulaire, l'identité (nom, prénom, adresse mail, numéro de téléphone) de l'interlocuteur au sein de la DSCO.

Si en cours d'exécution du présent marché, l'interlocuteur venait à être remplacé, la personne représentant le pouvoir adjudicateur :

- en avertit le titulaire immédiatement ;
- et communique par ordre de service l'avis d'information au titulaire les noms et coordonnées de la ou des personnes en charge du dossier.

4.2 - Représentant(s) du titulaire

Les prestations sont fournies et réalisées par l'opérateur économique titulaire du marché, dont les caractéristiques (siège social, coordonnées...) sont indiquées à l'acte d'engagement (ci-après « le titulaire du marché », « l'entreprise » ou « le prestataire »).

Conformément à l'article 3.4.2 du CCAG/FCS, le titulaire du marché est tenu de notifier immédiatement à la personne représentant le pouvoir adjudicateur les modifications survenant au cours de l'exécution du marché, et qui se rapportent :

- Aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- À la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- À sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- À son adresse ou à son siège social ;
- Aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement,
- Et de façon générale, à toutes les modifications importantes de fonctionnement de l'entreprise pouvant influencer sur le déroulement du marché.

Le titulaire du marché s'engage à désigner, dès son offre, le nom, les coordonnées professionnelles et les références de la personne chargée de conduire et de diriger l'exécution de l'ensemble des prestations en son nom. Il sera adressé à ce référent toutes les communications sur la procédure. Ce représentant a un pouvoir suffisant pour engager la responsabilité du titulaire.

Il doit pouvoir être accessible par tout moyen approprié (téléphone, mail) pour répondre à toute question.

Le titulaire du marché s'engage à exécuter le présent marché avec une équipe qualifiée et employée par lui.

Il est expressément entendu que les personnels du titulaire demeurent, à tous les égards, les salariés de ce dernier. A ce titre, le titulaire du marché exerce le contrôle du travail de son personnel et assure l'ensemble des obligations qui lui incombent en sa qualité d'employeur.

Le titulaire du marché est responsable de la bonne exécution des prestations ainsi que des personnels qu'il a désignés. Ceux-ci doivent assurer personnellement et intégralement la réalisation des prestations.

Les prestations faisant l'objet du marché sont placées sous la responsabilité unique du titulaire.

En cas d'accident de travail d'un membre de son personnel sur le site du musée du Louvre, le Titulaire doit toutefois en informer sans délai la personne chargée de la conduite du marché et fournira copie de la déclaration d'accident.

Si, pour une raison indépendante de leur volonté, un ou des personnels désignés dans la proposition du titulaire sont dans l'impossibilité d'assurer eux-mêmes la réalisation des prestations, le titulaire du marché en avise le pouvoir adjudicateur. Le titulaire du marché prend alors toutes dispositions nécessaires pour que la bonne exécution des prestations ne s'en trouve ni compromise ni altérée.

Si en cours d'exécution du présent marché, la ou les personne(s) désignée(s) dans l'offre venai(en)t à être remplacée(s), le titulaire a obligation :

- d'en aviser immédiatement la personne représentant le pouvoir adjudicateur,
- de lui communiquer dans un délai de cinq (5) jours ouvrés à compter de l'avis d'information fait à la personne représentant le pouvoir adjudicateur le nom, les titres ainsi que les coordonnées du ou des remplaçant(s) ;
- de prendre toutes les dispositions nécessaires pour que la bonne exécution des prestations ne s'en trouve pas compromise.

Dans tous les cas, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de récuser un remplaçant proposé par le titulaire du marché et de lui demander la présentation d'un nouvel intervenant.

Les intervenants doivent observer les règles de tenue et de comportement propres à l'environnement du musée.

ARTICLE 5 – RESPONSABILITE, ASSURANCE

Le titulaire demeure seul responsable, sans recours possible auprès de la personne publique :

- de tous dommages, dégâts, incendie ou autres causés par sa négligence, manquements dans l'exécution du marché ou toute autre cause pouvant lui être imputée.
- envers ses employés et les tiers, y compris le personnel de l'établissement public du musée du Louvre, de tous les accidents qui pourraient se produire dans l'accomplissement des prestations objet du présent marché.
- pour des vols :
 - commis par son personnel,
 - commis avec la complicité de son personnel,
 - par négligence, manquement ou omission à ses obligations professionnelles.

La responsabilité du titulaire s'étend sur tout ce qui relève des prestations fournies dans le cadre du présent marché.

Par dérogation à l'article 9 du CCAG/FCS, au stade de l'attribution provisoire, l'attributaire provisoire devra en conséquence fournir une copie du contrat d'assurance contracté par lui en cours de validité, auprès d'une compagnie notoirement solvable et agréée par le Ministère de l'Economie et des Finances, et couvrant les conséquences pécuniaires des responsabilités pouvant lui incomber du fait ou à l'occasion des prestations qu'il est chargé de réaliser conformément aux termes du marché, à raison des dommages de toute nature survenant pendant l'exécution dudit marché.

Ce contrat devra préciser :

- le nom de la compagnie,

- les risques couverts, étant précisé que devront nécessairement être couverts les dommages corporels, matériels et immatériels consécutifs en lien avec les prestations objet du présent marché,
- les qualifications professionnelles et activités assurées,
- les conditions de garanties,
- les montants des garanties,
- la date d'expiration des garanties,
- le numéro de la police.

En cas d'existence d'une franchise dans le contrat souscrit par le Titulaire, celui-ci est réputé la prendre intégralement à sa charge.

Le Titulaire est responsable de l'ensemble des prestations jusqu'à leur exécution et leur admission par l'EPML. En aucun cas le titulaire ne peut se retrancher derrière la défaillance ou la faute de ses préposés, de ses transporteurs, de ses coursiers ou de ses fournisseurs pour atténuer ou supprimer sa responsabilité.

Le Titulaire est d'autre part responsable de son matériel et de son personnel qui doit se conformer aux règlements en vigueur au musée du Louvre.

ARTICLE 6 - EMISSION ET ATTRIBUTION DES COMMANDES

6.1 – Emission des commandes

a. Demande de devis préalable à l'émission d'un bon de commande

L'EPML transmet au Titulaire une définition de ses besoins : nature de l'intervention, lieux d'intervention, dates d'interventions....

Sur cette base et dans **un délai de deux jours ouvrés maximum après réception de la définition des besoins**, le Titulaire établit un devis qu'il soumet à l'EPML. Ce devis sera établi selon les prix déterminés par le Titulaire à son Bordereau des Prix Unitaires (BPU).

Les prix comprennent notamment :

- Les frais de déplacement des personnels ;
- Les frais d'assurance, de conditionnement, d'emballage, de manutention, de stockage, de transport jusqu'au lieu de livraison, d'installation et d'enlèvement des fournitures et matériels ;
- Les outillages, les moyens d'accès et de manutention, les équipements de protection individuelle, les appareils de mesure et de contrôle ;
- Les frais de restauration et d'hostellerie ;
- Les réunions et entretiens ;
- Les travaux de secrétariat ;
- Les frais de reproduction et de diffusion des documents que le titulaire doit établir dans le cadre de sa mission ;
- Les matériels, fournitures et logiciels nécessaires à l'exercice de sa mission ;
- Les prestations de maintenance de tous niveaux précisées au CCP ;
- Toutes taxes en vigueur à la signature du marché y compris la Taxe générale sur les activités polluantes.

La liste n'est ni exhaustive ni limitative.

CCP – LOCATION, LIVRAISON, MONTAGE ET VERIFICATION D'ECHAFAUDAGES, DE
NACELLES ET DE PIRL

Les prix sont réputés complets conformément aux dispositions de l'article 10.1.3 du CCAG.FCS.

Dans le cas où la commande est effectuée pour l'entretien des collections, le Titulaire doit se concerter avant l'émission de son devis avec le Titulaire du marché « entretien des collections ».

Il est possible que pour d'autres commandes, le Titulaire doit se concerter avec des prestataires extérieurs du musée. Dans ce cadre, la personne en charge de la commande veillera à mettre en relation le Titulaire du présent marché avec le représentant du prestataire.

L'EPML peut demander au Titulaire de corriger son devis. Dans le cas de correction, le Titulaire doit adresser son devis corrigé dans un délai de deux jours ouvrés à la personne en charge de la commande.

Ces retours pourront être réalisés jusqu'à accord des Parties sur les prestations à réaliser par le Titulaire.

b. Emission du bon de commande par l'EPML

b.1. Généralités

L'EPML établit le bon de commande adressé au Titulaire sur la base du devis adressé par lui.

Ce bon de commande mentionne :

- la date ;
- l'identification du Titulaire ;
- la référence du marché ;
- le cas échéant, la référence du devis préalable ;
- le numéro du bon de commande qui devra par suite être rappelé sur la facture par le titulaire ;
- la désignation des prestations à exécuter ;
- le lieu et le délai/la date d'exécution des prestations ;
- les précisions éventuelles concernant les conditions de livraison ;
- le montant H.T. de la prestation ;
- le taux et le montant de la T.V.A. ;
- le montant T.T.C.

Les bons de commande pourront être adressés jusqu'au dernier jour de validité du marché, et ce pour un délai d'exécution fixé trois (3) mois au plus tard après cette date limite de validité du marché.

b.2. Obligations du pouvoir adjudicateur

La personne chargée de la conduite du marché fait établir les bons de commande et les transmet par **voie électronique** au titulaire.

Par dérogation à l'article 13.1.2 du CCAG, l'envoi par voie électronique déclenche la procédure de commande.

b.3. Obligations du Titulaire

Le titulaire doit :

- Confirmer sous quarante-huit (48) heures et par écrit la réception de la commande envoyée par voie électronique et se conformer aux prescriptions des bons de commandes établis par la personne chargée de la conduite du marché ;
- Respecter les délais d'exécution des prestations indiqués au bon de commande.

6.2- Substitution des produits

Le titulaire a l'obligation d'assurer un suivi de l'ensemble des produits figurant au BPU.

En cas de suppression de produits, une proposition de substitution est adressée par le titulaire à l'EPML. Le produit de remplacement doit présenter des qualités techniques et financières analogues à celles du produit remplacé.

A l'appui de sa proposition de remplacement, le titulaire devra fournir la fiche technique du produit proposé en remplacement.

ATTENTION : toute modification ou substitution est subordonnée à l'accord du représentant du pouvoir adjudicateur.

Les nouveaux produits, comme définis ci-dessus, sont introduits dans le marché, sans qu'il soit besoin d'établir un avenant, par un additif cosigné par le titulaire et le représentant du pouvoir adjudicateur, conformément aux dispositions de l'article 7.4 ci-après.

En tout état de cause, le pouvoir adjudicateur reste libre d'accepter ou de refuser ces nouveaux articles et d'exiger la continuation du marché aux conditions initiales s'il estime que ces nouveaux produits ne permettent pas d'assurer une exécution satisfaisante.

6.3 – Ajout de nouvelles références dans le BPU (dites « commandes spécifiques »)

L'EPML se réserve exceptionnellement la possibilité de commander des produits ou des prestations ne figurant pas dans le BPU du titulaire.

En cas de commande de ce cas dites « spécifique » ne concernant pas les produits figurant dans le BPU, l'EPML adresse au titulaire une demande de devis par courrier ou courriel.

Dans un délai maximal de cinq (5) jours ouvrés à compter de la réception du courrier ou du courriel, le titulaire envoie son devis à la personne assurant la conduite du marché.

Le devis doit contenir les mentions suivantes :

- L'identité du titulaire (adresse du titulaire, nom de la personne en charge de la conduite du marché);
- Le descriptif des fournitures, objet du devis ;
- Le montant total HT du devis ;
- Le montant TTC du devis ;
- La référence du marché.

Les prix ainsi définis font l'objet d'un additif au bordereau de prix unitaires signé des deux parties, sans nécessité de conclure un avenant.

Attention : L'ajout de nouvelles références ne pourra être réalisé que sous réserve que les fournitures ou les prestations concernées soient effectivement liées à l'objet du présent contrat.

6.4 – Défaillance du titulaire

En cas de défaillance du titulaire, l'EPML se réserve le droit de passer commande à un tiers désigné par lui.

Par défaillance du titulaire, on entend son incapacité à exécuter la prestation commandée par l'EPML. Son incapacité à exécuter la prestation commandée peut être constatée, notamment dans l'une des situations suivantes :

- Lorsque le titulaire n'est pas en mesure de livrer les matériels demandés, outre les cas de force majeure, notamment en raison d'indisponibilités de stock ;

- Lorsque suite à une commande déclarée non-conforme, l'EPML rejette les fournitures³ ;
- Lorsque suite à une décision d'ajournement⁴, le titulaire n'a pas procédé à la livraison des matériels conformes dans un délai de quarante-huit (48) heures ou que la livraison n'est toujours pas satisfaisante ;
- Lorsqu'en cas d'ajout de nouvelles références au BPU, le titulaire ne répond pas à la demande de devis dans les délais impartis, ou ne fournit pas un produit de substitution conforme aux attentes de l'EPML.

A partir de trois défaillances du titulaire, l'EPML se réserve le droit de résilier le marché dans les conditions définies à l'article 14 du présent cahier des charges.

ARTICLE 7 - PENALITES

Le titulaire s'engage à fournir un niveau de qualité de service conforme aux exigences indiquées dans le présent marché. Le titulaire reste intégralement redevable de l'exécution de la prestation dont la non-réalisation a donné lieu à l'application de la pénalité, et ne saurait se considérer comme libéré de son obligation du fait du paiement de ladite pénalité.

Les pénalités ne sont pas assujetties à la taxe sur la valeur ajoutée.

Lorsqu'un délai contractuel prévu au présent marché, éventuellement assorti de prolongation de délai conformément aux dispositions des articles 13.3 du CCAG/FCS, n'est pas respecté du fait du titulaire, le titulaire encourt les pénalités pour retard.

Les pénalités pour retard commencent à courir, sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure (par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG/FCS), à l'expiration du délai contractuel d'exécution de la prestation.

Les dispositions de l'article 14.1.3 du CCAG-FCS ne sont pas applicables : les pénalités s'appliqueront dès le 1^{er} euro.

Constituent des cas de retard :

- ✓ L'absence de livraison des échafaudages ou le retard dans le montage, démontage du matériel en application des délais prévus au bon de commande ;
- ✓ Les délais s'écoulant à compter d'une décision négative de l'EPML à l'issue des opérations de vérification (sauf rejet) dans les conditions définies au présent CCP.

Par dérogation à l'article 14.1.1 les montants des pénalités sont :

- **En cas de non-respect de retard dans la livraison du matériel convenu par écrit avec la personne en charge de la commande, le Titulaire se verra appliquer des pénalités d'un montant de 500 euros par heure de retard.**
- **En cas d'absence injustifiée sur site pour une opération, le Titulaire se verra appliquer des pénalités d'un montant de 1 000 euros par jour d'absence injustifiée.**
- **En cas de livraison d'un matériel non-conforme et sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure, le prestataire se verra appliquer des pénalités d'un montant de 50 euros par matériel non conforme qui aurait fait l'objet d'une demande de retrait par l'EPML.**
- **En cas de non-respect du délai de réponse pour une demande de devis nécessaire à l'émission du bon de commande mentionnés à l'article 6.1 du présent CCP et sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure, le prestataire se verra appliquer des pénalités d'un montant de 50 euros par jour de retard.**

³ Cf. article 10 du présent cahier des clauses particulières - « Vérifications et admission des fournitures »

⁴ *ibid*

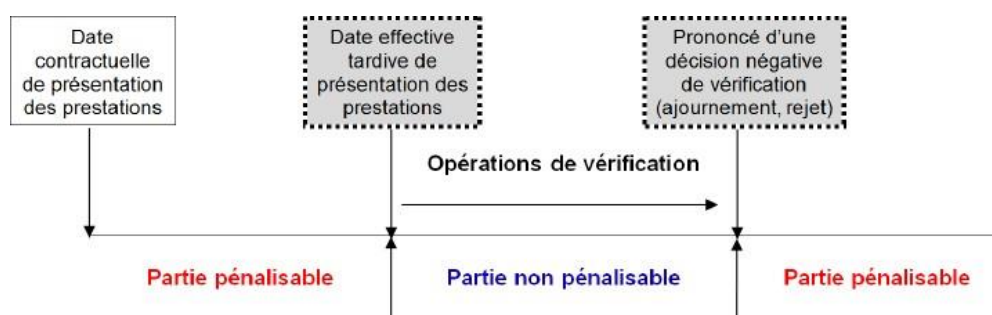
Les pénalités commencent à courir, sauf pour le retard dans le montage, le lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré.

Toutefois, si le retard dans l'exécution des prestations était imputable au musée du Louvre ou à un cas de force majeure, le délai global d'exécution serait automatiquement prolongé d'une durée égale à ce retard.

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG-FCS, les pénalités de retard s'appliquent sans plafond.

Les principes d'application des pénalités sont les suivants :

- En cas de retard de présentation des prestations et de prononcé d'une décision négative à l'issue des opérations de vérification :

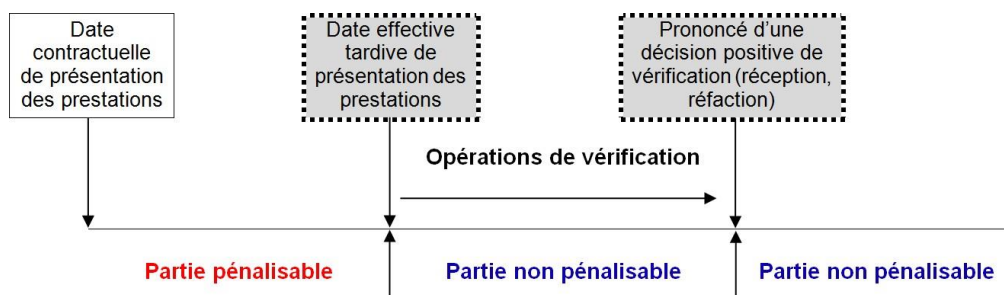


Il est entendu que les deux périodes pénalisables se cumulent.

- En cas de respect de la date de présentation des prestations et de prononcé d'une décision négative à l'issue des opérations de vérification :



- En cas de retard de présentation des prestations et de prononcé d'une décision positive à l'issue des opérations de vérification :



Les parties pénalisables définies ci-avant sont cumulables. De même, les différents cas de pénalités définis aux articles ci-après sont également cumulables.

Les décomptes de pénalités sont notifiés de façon écrite et expresse au titulaire et précisent la partie pénalisable des prestations commandées.

Le montant des pénalités ainsi établies vient en déduction des paiements à effectuer au titre de toute facture afférente à la prestation souffrant d'un retard sanctionné par l'application de pénalités. L'EPML peut également recouvrer les pénalités par l'émission d'un titre de recettes.

ARTICLE 8 – OPERATION DE VERIFICATION ET ADMISSION DES PRESTATIONS

L'EPML procède aux opérations de vérification des prestations ainsi qu'à l'admission, l'ajournement, la réfaction ou le rejet des prestations dans les conditions fixées aux articles 27 à 30 du CCAG-FCS.

Le pouvoir adjudicateur dispose d'un délai de quinze (15) jours calendaires à compter de l'achèvement des prestations (retrait total des échafaudages par le titulaire des locaux du musée comprenant le retrait des déchets et nettoyage des espaces sur lesquels le titulaire a déposé les échafaudages) pour notifier sa décision au titulaire.

Les opérations de vérifications sont réalisées dans les conditions prévues au CCAG.FCS toutefois par dérogation à l'article 27.3 dudit CCAG.FCS, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de ne pas aviser le titulaire des jours et heures des opérations de vérification, celles-ci pourront donc se dérouler sans le titulaire ou son représentant.

L'admission est réputée acquise, dans le silence gardé par l'EPML dans un délai de quinze (15) jours calendaires suivant l'achèvement des prestations.

8.1 - Décision après vérification – Réception

L'EPML procède aux opérations de vérification des prestations ainsi qu'à l'admission, l'ajournement, la réfaction ou le rejet des prestations dans les conditions fixées aux articles 27, à 30 du CCAG-FCS, dans un délai de quinze (15) jours maximum à compter de l'achèvement des prestations.

Si le musée du Louvre ne notifie pas sa décision dans le délai mentionné ci-dessus, les prestations sont considérées comme admises, avec effet à compter de l'expiration du délai.

a. Décision d'admission avec ou sans réfaction

Le pouvoir adjudicateur prononce l'admission des prestations si celles-ci répondent aux stipulations du marché. L'admission prend effet à la date de notification de la décision de réception au titulaire.

Lorsque l'EPML estime que des prestations ne satisfont pas entièrement aux conditions du marché, mais qu'elles présentent des possibilités d'admission en l'état, il peut prononcer une la réception avec réfaction de prix proportionnelle à l'importance des imperfections constatées. Cette décision doit être motivée.

Elle ne peut être notifiée au titulaire qu'après qu'il a été mis à même de présenter ses observations. Si le titulaire ne présente pas d'observations dans les quinze (15) jours suivant la décision de réception avec réfaction, il est réputé l'avoir acceptée. Si le titulaire formule des observations dans ce délai, le pouvoir adjudicateur dispose ensuite de (15) quinze jours pour lui notifier une nouvelle décision. A défaut d'une telle notification, le pouvoir adjudicateur est réputé avoir accepté les observations du titulaire.

b. Décision d'ajournement

Le pouvoir adjudicateur, lorsqu'il estime que des prestations ne peuvent être reçues que moyennant certaines mises au point, peut décider d'ajourner la réception des prestations par une décision motivée. Cette décision, par dérogation à l'article 30.2 du CCG/FCS, invite le titulaire à présenter à nouveau au pouvoir adjudicateur, les prestations mises au point, dans un délai de quarante-huit (48) heures maximum.

Le titulaire doit faire connaître son acceptation dans un délai de vingt-quatre (24) heures maximum à compter de la notification de la décision d'ajournement.

c. Décision de rejet

Lorsque l'EPML estime que les prestations ne peuvent pas être admises en l'état, il en prononce le rejet.

Les décisions de rejet ne peuvent être prononcées qu'après que le titulaire a été mis en mesure de présenter ses observations. Il dispose à cet effet d'un (1) jour ouvrés à partir de la réception de la décision de rejet.

Par dérogation à l'article 30.4.3 du CCAG/FCS, le titulaire dispose d'un délai de deux (2) jours à compter de la notification de la décision de rejet pour enlever les prestations rejetées.

Lorsque ce délai est écoulé, elles peuvent être détruites ou évacuées par l'acheteur, aux frais du titulaire. Les prestations rejetées, dont la garde dans les locaux de l'acheteur présente un danger ou une gêne insupportable, peuvent être immédiatement évacuées ou détruites, aux frais du titulaire, après que celui-ci en a été informé.

Les livraisons refusées par l'EPML pour cause de non-conformité, ne pourront faire l'objet d'une facturation.

La responsabilité du titulaire est dérogée dans les conditions suivantes :

- Lorsque la dégradation des échafaudages livrés n'est pas de son fait ;
- Lorsque la livraison n'est pas effectuée en raison d'un cas de force majeure ;
- Lorsque la non-conformité de la livraison résulte d'une erreur du pouvoir adjudicateur ou du prestataire en charge de la gestion de l'aire de livraison.

ARTICLE 9 - AVANCE - PRIX – VARIATIONS DES PRIX

9.1 - Contenu des prix

Conformément à l'article 10.1.3 du CCAG/FCS, les prix figurant au BPU sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance et au transport jusqu'au lieu de livraison, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations notamment les frais de déplacement, d'assurance, les réunions, les travaux de secrétariat, les matériels, fournitures, logiciels, les prestations de maintenance sur le matériel en place, les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

9.2 - Régime des prix

*CCP – LOCATION, LIVRAISON, MONTAGE ET VERIFICATION D'ECHAFAUDAGES, DE
NACELLES ET DE PIRL*

Prix du bordereau de prix unitaires

Les prix unitaires définis au BPU sont réputés établis sur la base des conditions économiques connues au mois de la date de remise de son offre finale par le titulaire (Mo).

Ces prix demeurent inchangés durant la première année d'exécution du marché.

Par la suite, ces prix sont révisés annuellement (par dérogation à l'article 10.2.2 du CCAG-FCS) au mois d'anniversaire de la date de notification du marché, dit mois de révision des prix « Mr », selon la formule suivante :

$$Pr = Po [0,30 + 0,70 (Ir / Io)]$$

Dans laquelle :

- Pr désigne les prix révisés
- Po désigne les prix figurant au BPU initial du Titulaire (BPU remis lors de la remise de son offre finale)
- Ir désigne l'indice au mois de la révision des prix
- Io désigne l'indice au mois Mo.

Pour ce calcul, l'indice de révision est le suivant : Index Travaux Publics - TP01 - Index général tous travaux - Base 100 en 2010 - Identifiant 001711007

9.3 - Promotions

Le titulaire s'engage à faire connaître et à faire bénéficier au musée du Louvre des éventuelles promotions en cours sur les produits listés au bordereau des prix unitaires si les prix qui en résultent s'avèrent plus avantageux que ceux du BPU.

Dans le cas où le Titulaire procède à une promotion pour l'ensemble de sa clientèle et que cette promotion concerne les produits objet du présent marché, l'EPML bénéficie de cette offre. Si les prix des produits en promotion sont inférieurs au prix net remisé accordé à l'EPML, le Titulaire est dispensé de faire apparaître une quelconque remise sur les factures correspondantes, et ce, jusqu'à la fin de la promotion. Les factures précisent alors le fait que les prix résultent d'une vente promotionnelle.

9.4 - Avance

L'option B de l'article 11 du CCAG-FCS est retenue.

Sauf refus du titulaire dans l'acte d'engagement, une avance pourra être accordée dans les conditions définies aux articles R. 2191-3 à R. 2191-10 du code de la commande publique.

Aussi, sauf refus du titulaire mentionné dans l'acte d'engagement, une avance dont le taux est fixé à 5%⁵ sera versée au titulaire dans les conditions définies à l'article R.2197-7 du code de la commande publique.

En cas de sous-traitance, l'avance sera versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct.

Le remboursement de l'avance s'impute par précompte au prorata du règlement sur les sommes dues au titulaire au titre des acomptes, quand le montant des prestations exécutées atteint 65 % du montant toutes taxes comprises du marché. Le remboursement doit être terminé lorsque le montant des prestations exécutées atteint 80% du montant initial, toutes taxes comprises

⁵ Pour les marchés publics passés par l'Etat, le taux de l'avance est porté à 10 % lorsque le titulaire du marché public ou son sous-traitant admis au paiement direct est une petite et moyenne entreprise mentionnée à l'article R. 2151-13 du code de la commande publique.

10.1 – Echancier de paiement

Les prestations sont réglées selon les modalités définies ci-dessous, sur présentation d'une demande de paiement à la réception des prestations de chaque bon de commande par le pouvoir adjudicateur.

Chaque bon de commande fait l'objet d'une facture séparée.

Les prestations seront réglées comme suit :

Pour les opérations d'une durée de moins d'un mois : paiement en une fois de l'ensemble des prestations après admission des prestations.

Pour les opérations d'une durée de plus d'un mois : sur demande du Titulaire, les prestations effectuées pourront faire l'objet d'un paiement partiel après validation du service fait, au regard de l'avancement des prestations. Ce paiement partiel définitif pourra avoir lieu, si nécessaire, et en fonction de l'avancement des prestations, tous les mois, jusqu'à l'admission définitive des prestations.

10.2 - Etablissement des factures

Le titulaire émettra, de préférence, une facture par bon de commande portant les indications suivantes :

- L'identification complète du titulaire du marché ;
- L'identification du pouvoir adjudicateur (service qui a émis le bon de commande, adresse du pouvoir adjudicateur) ;
- La référence du marché ;
- La référence/numéro du bon de commande ;
- Le descriptif des fournitures livrées et/ou des prestations exécutées ;
- La date de livraison ;
- Le montant total des fournitures livrées H.T. ;
- Le taux et le montant de la T.V.A. ;
- Le montant total T.T.C. ;
- Le type de prix : le titulaire devra indiquer si le prix se rattache aux fournitures listées dans le BPU, ou si c'est un prix nouveau ;
- Les révisions éventuelles ;
- Les références bancaires complètes telles que précisées dans l'acte d'engagement. En cas de modification d'établissement financier et/ou de numéro de compte, le titulaire doit en avertir la personne publique dans un délai de 15 jours.

La personne publique se réserve le droit de retourner au titulaire toute facture ne comportant pas ces mentions, ou si ces dernières sont erronées. Le cas échéant, le montant de la somme à régler au titulaire est arrêté par la personne représentant le pouvoir adjudicateur. Il est notifié au titulaire si la facture a été modifiée ou si elle a été complétée.

Dépassé un délai de 30 jours à compter de cette notification, le titulaire est réputé, par son silence, avoir accepté les modifications

Sont déduites du montant, le cas échéant, les pénalités prévues à l'article 7 présent CCP.

Les paiements seront faits, selon les dispositions prévues à l'article 11.7 du CCAG/FCS et précisées ci-dessous, au compte ouvert au nom du titulaire.

La transmission des documents relatifs au paiement s'effectue conformément aux dispositions des articles L.2192-1 et suivants du code de la commande publique.

Le titulaire a plusieurs possibilités :

- a) Envoyer les documents relatifs au paiement à partir d'un système tiers :
 - par transfert de fichier (en mode EDI) : Chorus Pro permet des échanges d'informations par flux issus des systèmes d'information des fournisseurs. L'émetteur de facture adresse ses flux soit directement à Chorus Pro soit par l'intermédiaire d'un opérateur de dématérialisation ;

Le portail <https://chorus-pro.gouv.fr> est un site gratuit, qui permet aussi de suivre le traitement des factures par le pouvoir adjudicateur.

Informations complémentaires : <https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/>

Assistance pour une facturation dématérialisée :

<https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/?action=publicPage&uri=intranetOnePage/4003>

- en utilisant des web services (en mode API) : Chorus Pro offre l'ensemble de ses fonctionnalités sous forme de services intégrés dans un portail tiers (API/web service). L'émetteur de facture s'identifie via les API, et accède à l'ensemble des services de Chorus Pro comme par exemple le dépôt ou saisie de factures, le suivi du traitement des factures, l'adjonction et téléchargement de pièces complémentaires, etc.
- b) Utiliser le portail Chorus Pro accessible par internet en se connectant à l'URL: [Http://chorus-pro.gouv.fr](http://chorus-pro.gouv.fr) aux fins de soit :
 - ✓ déposer ses demandes de paiement sur le portail,
 - ✓ saisir sa demande de paiement directement sur le portail Chorus Pro.

En complément, pour tout connaître sur la facturation électronique, rendez-vous sur le site Internet « Communauté Chorus Pro » à l'adresse <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/emetteur-de-factures-electroniques/>

Vous y trouverez toutes les informations utiles pour comprendre le fonctionnement de Chorus Pro et choisir le mode de raccordement ou d'utilisation qui conviendra le mieux à votre organisation.

Un ensemble de fiches pratiques est à votre disposition :

<https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/documentation/fiches-pratiques/>

Vous pouvez retrouver également des tutoriels sur la chaîne YouTube :

<https://www.youtube.com/channel/UCZu7eGQjA6mHF15W7foJzkQ>

10.3 –Délai de paiement et intérêts moratoires

Il appartient au titulaire de s'assurer de la bonne réception de la demande de paiement.

Le montant des règlements est calculé en appliquant le taux de TVA en vigueur lors du fait générateur.

Les dépenses relatives au présent marché sont financées sur le budget de l'établissement et le règlement s'effectue selon les règles de la comptabilité publique et par virement administratif.

Les sommes dues en exécution du présent marché sont payées conformément aux dispositions du titre IV de la loi n° 2013-100 du 28 janvier 2013 portant diverses dispositions d'adaptation de la législation au droit de

l'Union européenne en matière économique et financière et de son décret d'application n° 2013-269 du 29 mars 2013 relatif à la lutte contre les retards de paiement dans les contrats de la commande publique.

Conformément au décret n° 2013-269 susmentionné, le règlement des prestations intervient par virement administratif dans un délai de 30 jours à compter de la réception de la demande de paiement.

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit et sans autre formalité :

- des intérêts moratoires, dont le taux est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage ;
- une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 euros.

Ce délai peut être suspendu dans les conditions décrites au décret cité ci-dessus, si le représentant du pouvoir adjudicateur constate que la demande de paiement ne comporte pas l'ensemble des pièces et des mentions prévues par la loi ou par le marché ou que celles-ci sont erronées ou incohérentes.

ARTICLE 11 – SOUS TRAITANCE

Le titulaire ne peut sous-traiter une partie des prestations dont il a la charge, sans avoir reçu l'acceptation du ou des sous-traitants par la personne représentant le pouvoir adjudicateur et de l'agrément des conditions de paiement de chaque sous-traitant.

Conformément aux articles L.2193-4 et suivants du code de la commande publique, le titulaire doit compléter un acte spécial de sous-traitance, en cas de demande d'agrément de sous-traitant.

Les justifications concernant le(s) sous-traitant(s) sont identiques à celles exigées des candidats par l'acheteur public dans l'avis d'appel public à la concurrence relatif au marché initial, y compris, si la personne publique le demande, les capacités techniques, professionnelles et financières ainsi qu'une présentation des références représentatives de la prestation objet du marché.

L'absence de l'une de ces pièces et/ou la non-conformité des documents remis par le titulaire fait obstacle à l'acceptation des sous-traitants par la personne représentant le pouvoir adjudicateur.

Le titulaire demeure personnellement responsable de l'exécution de toutes les obligations résultant de celui-ci.

Dans le cas d'un marché passé avec un groupement, l'acte spécial de sous-traitance devra être signé par le mandataire et le cotraitant qui a conclu le contrat de sous-traitance.

La sous-traitance s'exerce selon les conditions stipulées aux articles L.2193-4 et suivants du code de la commande publique. En cas de non-respect de ces dispositions, le titulaire s'expose aux sanctions prévues à l'article 3.6.3 du CCAG/FCS.

Le titulaire du marché demeure personnellement responsable de l'exécution de toutes les obligations résultant de celui-ci.

Le titulaire du marché demeure personnellement responsable de l'exécution de toutes les obligations résultant de celui-ci.

ARTICLE 12 - CESSION OU NANTISSEMENT

Sur demande expresse du titulaire, il lui sera remis une copie de l'original du contrat certifiée conforme et portant la mention « copie certifiée conforme à l'original » délivrée en unique exemplaire pour être remise à l'établissement de crédit en cas de cession ou de nantissement de créance.

Conformément à la loi n°81.1 du 2 janvier 1981 modifiée, la cession ou le nantissement de créance consenti sur la base du marché par un établissement de crédit doit être notifié au comptable public assignataire des paiements.

ARTICLE 13 - CONFIDENTIALITE – ACTIONS DE COMMUNICATION

13.1 - Clause de confidentialité

Les dispositions de l'article 5.1 du CCAG/FCS sont applicables, pour tout ce qui n'est pas contraire aux dispositions définies ci-dessous.

Compte tenu du contexte particulier du musée du Louvre et notamment de l'aspect sensible des problèmes de sécurité et de sûreté, le titulaire et son personnel sont tenus au secret professionnel à l'égard de toute personne pour tout ce qui a trait aux renseignements qu'ils pourraient recueillir au cours de leur mission et notamment à l'égard des médias.

Le titulaire qui, à l'occasion de l'exécution du présent marché, a reçu de l'établissement public du musée du Louvre communication, à titre confidentiel, de renseignements, documents ou objets quelconques, est tenu de maintenir la confidentialité attachée à cette communication.

Il ne doit divulguer aucune information qui résulte de l'exécution du marché ou pourrait parvenir à sa connaissance à l'occasion de celui-ci.

Le titulaire doit sans délai avertir la personne en charge de la conduite du marché de toute violation de l'obligation de confidentialité par l'un des membres de son personnel.

La responsabilité du titulaire peut être recherchée en cas de manquement aux consignes de la part de son personnel en matière de contrôle d'entrées ou de sorties des personnes, ainsi qu'en matière de contrôle de sorties de documents de toute nature, objets, matériels ou marchandises par ces mêmes personnes. Elle peut également être recherchée en cas de dissimulation, d'appréhension, de détournement ou de dissipation de toute information.

En cas de non-respect par le titulaire des obligations résultant du présent article, la personne représentant le pouvoir adjudicateur peut résilier le marché, sans préjudice du droit à dommages et intérêts pour le préjudice éventuellement subi, conformément au CCAG (chapitre 7).

13.2 - Actions de communication

1.1.1 Photographies et prises de vues du personnel du titulaire

Le titulaire déclare être informé et accepter que le maître d'ouvrage peut être amené, dans le cadre de ses missions scientifiques et culturelles assurant la mise en valeur du chantier et des savoir-faire nécessaires pour la conduite des opérations de restauration, de conservation, de maintenance et d'entretien du monument et des éléments qui y sont attachés, à réaliser ou faire réaliser toute prise de vue (image et/ou son) sur le chantier et à les exploiter dans les conditions visées ci-après.

Le titulaire s'engage à en informer ses employés et sous-traitants et à avoir obtenu, préalablement à toute visite sur le chantier, de ses employés et/ou des sous-traitants toutes les autorisations nécessaires à la réalisation et à l'utilisation des prises de vues et/ou de sons par le maître d'ouvrage ou ses partenaires et à transmettre au maître d'ouvrage, sur simple demande de ce dernier, ces autorisations.

Le titulaire s'engage à informer ses préposés, ses sous-traitants de la possibilité de se voir filmés ou photographiés lors de l'exécution du présent marché dans le cadre de tournages ou reportages réalisés pour la presse et, plus généralement, pour les besoins de la communication sur l'Etablissement. A chaque fois que cette possibilité se présentera, le titulaire fera ses meilleurs efforts pour obtenir l'autorisation expresse desdits préposés, sous-traitants d'être photographiés ou filmés à cet effet.

Lesdites autorisations devront porter sur toute représentation, y compris l'image et la voix, des personnels et/ou sous-traitants du titulaire et permettre toute utilisation (droits de reproduction et représentation, en ce compris droits d'adaptation) des prises de vues et/ou de sons par le maître d'ouvrage et/ou par ses ayants droit directs ou indirects, pour le monde entier, pour toute la durée du présent marché et dix (10) années après son terme ou sa résiliation, quelle qu'en soit la cause, aux fins des exploitations suivantes, que celles-ci donnent lieu, directement ou indirectement, au paiement d'un prix ou non :

- a. mise en ligne sur le réseau Intranet, Internet et/ou sur les réseaux sociaux ;
- b. exploitation dans le cadre des outils d'information, de communication et de promotion des savoir-faire du Chantier, notamment : lettre d'information numérique grand public, lettre d'information et point d'information aux donateurs, expositions, rapports d'activité, supports de signalétique à proximité du Chantier, etc. et lors d'événements publics, cartons d'invitation ;
- c. communication à la presse (sur tous types de support : presse écrite, radio, tv, web), française et étrangère, pour tout communiqué de presse ou dossiers de presse thématiques ou événementiels (par ex. : métiers concourant au chantier de restauration, programmation dans le cadre des Journées européennes du patrimoine, etc.) et relatifs à l'état d'avancement du chantier ;
- d. le cas échéant, communication aux donateurs et mécènes du Chantier. Cette utilisation sera utilisée notamment à des fins d'information sur l'avancée du Chantier et dans le cadre de la communication relative aux différentes opérations de mécénat ;
- e. insertion/incorporation au sein d'œuvres audiovisuelles et/ou multimédia, des outils de médiation, mis à disposition du public sur des dispositifs accessibles au public grâce à des applications téléchargeables sur tout type de terminaux mobiles (audioguides, disques durs, supports USB, smartphones, lecteur mpg3, tablettes numériques, e-books, jeux vidéo, etc.) et sur tout type de terminaux fixes (télévision hertzienne, télévision numérique, tablette numérique, bornes multimédia, etc.) ou distribué sur tout type de supports ;
- f. insertion/incorporation dans les bases de données documentaires et muséographiques ;
- g. projection et diffusion dans le cadre de conférences, séminaires, cours ou ateliers ;
- h. exploitation d'ouvrages imprimés ou numériques (dont notamment publications scientifiques, artistiques, catalogues d'exposition), destinés ou non à la vente ;
- i. merchandising, aux fins notamment de fabriquer, distribuer, vendre ou louer, éditer, commercialiser sous toute forme, ou utiliser - y compris pour toute destination publicitaire ou promotionnelle - des produits ou des objets diffusés dans le commerce qui incorporent dans leur substance, leur forme, leur décoration, leur conditionnement et/ou leur présentation, par quelque procédé que ce soit, tout ou partie des prises de vues et/ou de sons.

Le titulaire garantit le maître d'ouvrage contre son fait personnel et contre toute revendication ou éviction quelconque (notamment violation de droits de la personnalité, diffamation, injure) afférente aux prises de vues et/ou de sons qui serait opposée à, ou intentée contre le maître d'ouvrage par un tiers, ayant pour fondement et/ou origine la réalisation et/ou l'utilisation des prises de vues et/ou de sons. A ce titre, le titulaire s'engage notamment à garantir et rembourser le maître d'ouvrage de l'intégralité de toute indemnisation que le maître d'ouvrage serait condamné à verser ainsi que les frais d'avocats auxquels le maître d'ouvrage devrait avoir recours pour organiser sa défense à ce titre.

1.1.2 *Prise de vue ou tournages sur le chantier par le titulaire*

Aucune prise de vues et/ou de sons n'est autorisée dans le cadre ou à l'occasion de l'exécution du marché, spécialement sur le chantier, sans l'autorisation préalable écrite du maître d'ouvrage.

Le titulaire doit informer ses employés et sous-traitants de l'interdiction de toute prise de vues et/ou de sons dans le cadre ou à l'occasion de l'exécution du marché et veiller à ce qu'ils respectent strictement cette interdiction.

Il est toutefois précisé que le titulaire peut organiser des actions de communications internes, clients, journalistes de presse écrite généraliste ou professionnelle, de radios ou télévisions, publicité spécialisée ou grand public sur ses réalisations au Musée du Louvre, sous réserve de saisir l'Etablissement Public du Musée du

Louvre par écrit quatre (4) semaines au moins avant toute action de communication. L'EPML se réserve la possibilité d'accepter, de différer, de modifier ou de refuser l'action de communication souhaitée pour des raisons de sécurité ou de confidentialité qu'il est seul à même d'évaluer.

En cas d'autorisation délivrée par le maître d'ouvrage, le titulaire s'engage à n'utiliser les prises de vues et/ou sons de ses employés et/ou sous-traitants qu'à des fins d'archivage, de référencement et/ou de promotion de son activité et ce, à l'exclusion de toute exploitation commerciale et sous réserve d'obtenir, à ses frais et risques, les droits et autorisations (notamment droits d'auteur, droits à l'image ou à la voix des personnes ou à l'image des biens) nécessaires auxdites exploitations.

En cas d'autorisation délivrée par le maître d'ouvrage, le titulaire fournira, sur simple demande du maître d'ouvrage, une copie des prises de vues et/ou sons de ses employés et/ou sous-traitants, selon un format convenu d'un commun d'accord. La remise dudit support emportera de plein droit, et sans qu'il soit besoin d'une autorisation spécifique complémentaire, autorisation pour le maître d'ouvrage d'exploiter les prises de vues et/ou de sons dans les mêmes termes et conditions (notamment de supports, d'exploitations, de territoires, de durée et de garanties) que ceux stipulés ci-dessus au titre de l'exploitation de l'image et de la voix des personnels et sous-traitants du titulaire.

Tous les documents de communication (interne/externe, publi-rédactionnel, communiqués de presse...) et de presse concernant le service ou les équipements fournis au musée doivent être relus et avalisés - avant impression - par l'EPML qui doit être saisi au moins 2 semaines avant le bouclage du document, pour qu'il ait le temps de faire part de ses modifications éventuelles et que le titulaire puisse inclure ces observations.

13.3 – Protection des données à caractère personnel

a. Dispositions générales

Chaque partie au marché est tenue au respect des règles relatives à la protection des données à caractère personnel, auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du marché.

En cas d'évolution de la législation sur la protection des données à caractère personnel en cours d'exécution du marché, les modifications éventuelles demandées par le représentant du pouvoir adjudicateur, afin de se conformer aux règles nouvelles, donnent lieu à la signature, par les parties au marché, d'un avenant.

Les données à caractère personnel qui sont demandées au titulaire sont nécessaires pour assurer l'exécution du présent marché. Elles sont destinées au Musée du Louvre, 75058 Paris CEDEX 01, responsable du traitement et pourront être communiquées, pour ces mêmes finalités, aux personnes habilitées à en connaître au sein du Musée du Louvre, ainsi qu'à nos prestataires et partenaires. Ces données ne font l'objet d'aucun flux transfrontière.

Elles sont conservées pendant une durée de trois ans suivant la fin du marché.

Le titulaire bénéficie d'un droit d'accès, de rectification, d'effacement, d'opposition, d'un droit à la portabilité des informations qui vous concernent ainsi que d'un droit à la limitation des traitements que le titulaire peut exercer en adressant un courriel à donneespersonnelles@louvre.fr ou en adressant un courrier au Musée du Louvre à l'adresse 75058 Paris CEDEX 01, en précisant ses coordonnées et en justifiant de son identité par tout moyen.

Le titulaire a également le droit, le cas échéant, d'introduire une réclamation auprès de la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (CNIL), 3 Place de Fontenoy – TSA 80715 – 75334 PARIS CEDEX 07, autorité de contrôle en charge du respect des obligations en matière de données à caractère personnel.

Le délégué à la protection des données (DPO) de l'EPML est le cabinet d'avocats Alain Bensoussan Selas, 58 boulevard Gouvion-Saint-Cyr, 75017 Paris.

b. Le traitement des données essentielles du marché public

L'EPML est tenu de publier les données essentielles du présent marché sur son profil acheteur, conformément à l'article L. 2196-2 du Code de la commande publique, étant précisé que cette publication rend les données publiques.

A ce titre, l'identification du titulaire est obligatoirement publiée conformément à l'article R. 2196-1 du Code de la commande publique et à l'arrêté du 14 avril 2017 relatif aux données essentielles dans la commande publique.

c. Le traitement des données essentielles ayant le caractère de données personnelles

Dès lors que l'identification du Titulaire constituerait une donnée personnelle (au sens du règlement n°2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données et de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés), le traitement des données concernées sera réalisé conformément aux dispositions issues de ces mêmes textes.

La licéité du traitement est fondée sur l'obligation légale de publication des données essentielles du marché public, au sens des textes susvisés à l'article 5.2.2.1.

La finalité poursuivie par ce traitement correspond à la mise en conformité avec l'obligation de publication des données essentielles conformément à l'objectif de transparence dans les procédures de passation des marchés publics et à l'ouverture des données en commande publique. Seules les données nécessaires à la poursuite de cette finalité du traitement seront traitées.

Les données seront conservées pour une durée minimale de cinq ans après la fin de l'exécution du marché public sur le profil acheteur à l'exception des données essentielles dont la divulgation serait devenue contraire aux intérêts en matière de défense ou de sécurité ou à l'ordre public.

Les données traitées seront disponibles au public en ligne sur le profil acheteur de l'EPML :

(<https://www.marches-publics.gouv.fr>).

Le Titulaire prend à sa charge l'obligation d'information des personnes physiques dont il communique des données personnelles dans le cadre du présent marché. A titre d'information du titulaire, cela concerne notamment les éventuels contacts administratifs, financiers, ou personnes habilitées à engager juridiquement la personne morale. Cette obligation est étendue, si nécessaire, aux sous-traitants.

ARTICLE 14 – RESILIATION ET EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE

Le marché pourra être résilié par le pouvoir adjudicateur dans les conditions prévues au Chapitre 7 "Résiliation" du CCAG/FCS (articles 38 à 45), sous réserve des dispositions ci-dessous.

Outre les clauses de résiliation prévues à l'article 41 du CCAG/FCS, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de prononcer la résiliation du marché sans que le titulaire puisse prétendre à indemnité, dans les cas suivants :

- ✓ en cas d'inexactitude des renseignements fournis au pouvoir adjudicateur au titre des articles R. 2143-3 et R. 2143-6 du Code de la commande publique ou de non production, tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, et après une mise en demeure laissée infructueuse, des pièces prévues à l'article D. 8222-5 ou aux articles D. 8222-7 et D. 8222-8 du Code du travail, et ce, sans préjudice de poursuites ultérieures éventuelles ;
- ✓ En cas de violation du secret professionnel et des obligations de discrétion et de confidentialité tels que définis au présent document, et/ou lorsque le titulaire n'a pas pris les mesures de sécurité prévues au titre du présent marché.
- ✓ Dans tous les autres cas prévus au présent document.

La résiliation ne fait pas obstacle à l'exercice des actions qui pourraient être intentées contre le titulaire.

La résiliation du marché fait l'objet dans tous les cas d'un décompte de résiliation arrêté par l'établissement public du musée du Louvre et notifié au titulaire.

Conformément à l'article 45 du CCAG/FCS, à la condition que la décision de résiliation le mentionne expressément, le pouvoir adjudicateur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire en cas de résiliation du marché prononcée aux torts du titulaire.

Quelle qu'en soit la cause, la résiliation prononcée à l'encontre d'un des titulaires du contrat n'entraîne pas la résiliation du contrat auprès de l'ensemble des titulaires.

L'EPML se réserve néanmoins la possibilité de résilier le contrat avec le(s) titulaire(s) restant(s) pour motif d'intérêt général si les conditions d'exécution ne permettent plus l'exécution du présent contrat sous sa forme « multi-attributaires ».

ARTICLE 15 - DIFFERENDS ET LITIGES

Les correspondances, les documentations, les prestations, les livrables, les comptes rendus, ainsi que les demandes de paiement relatives au marché sont rédigées en français (sauf demande expresse contraire de l'EPML). La langue utilisée pour l'exécution des prestations est le français.

Le pouvoir adjudicateur et le titulaire s'efforceront de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du marché ou à l'exécution des prestations objet du marché.

Tout différend entre le titulaire et le pouvoir adjudicateur doit faire l'objet, de la part du titulaire, d'un mémoire de réclamation exposant les motifs et indiquant, le cas échéant, le montant des sommes réclamées. Ce mémoire doit être communiqué au pouvoir adjudicateur dans le délai de deux mois, courant à compter du jour où le différend est apparu, sous peine de forclusion.

Le pouvoir adjudicateur dispose d'un délai de deux mois, courant à compter de la réception du mémoire de réclamation, pour notifier sa décision. L'absence de décision dans ce délai vaut rejet de la réclamation.

La survenance d'un éventuel litige entre les parties ne dispense en aucun cas le titulaire de respecter ses obligations contractuelles au titre du présent marché. En particulier, elle ne l'autorise ni à interrompre l'exécution du marché, ni à suspendre cette exécution, ni à modifier la teneur de ses obligations.

En cas de litige, seul le droit français est applicable.

Conformément à l'article 46 du CCAG/FCS, le pouvoir adjudicateur et le titulaire s'efforceront de régler par voie amiable, notamment devant les comités consultatifs de règlement amiable prévus à l'article L.2197-3 du Code de la Commande Publique, les différends éventuels portant sur l'interprétation des stipulations du présent marché ou sur l'exécution des prestations, objet du présent marché.

Pour tout différend qui s'élèverait entre les parties, à défaut de solution amiable, la juridiction à saisir est le Tribunal Administratif de Paris, seul compétent pour statuer.

ARTICLE 16 - DEROGATION AUX DOCUMENTS GENERAUX (CCAG-FCS 2021)

ARTICLES DU CCP	ARTICLES DU CCAG/FCS
<i>2.6</i>	<i>4.1 et 4.2.1</i>

<i>3.1 et 6.1</i>	<i>13.2.1</i>
<i>5</i>	<i>9</i>
<i>7</i>	<i>14.1</i>
<i>8</i>	<i>27.3 et 30.2 et 30.4.3</i>
<i>9</i>	<i>10.2.2</i>